

Entretien

# L'austérité est un projet politique. Le keynésianisme n'est pas forcément de gauche

dimanche 16 mars 2014, par [BERGER Axel](#), [STUTZLE Ingo](#) (Date de rédaction antérieure : 19 février 2014).

**La politique d'austérité est souvent présentée comme n'ayant pas d'alternative possible. Face à cela, beaucoup de gens de gauche voient la promesse d'une vie meilleure dans le keynésianisme. Le journal *Jungle World* a interviewé le politiste et éditeur Ingo Stützle sur la crise de l'Euro, l'austérité et le keynésianisme. Cet automne 2013 est paru l'ouvrage de Ingo Stützle, *Austerität als politisches Projekt* (l'austérité comme projet politique).**

---

## **Axel Berger - Que voulez-vous dire quand vous parlez de l'austérité comme projet politique ?**

Ingo Stützle - Le titre est dû aux développements actuels de la zone Euro. Je me suis posé la question de savoir comment la création de l'euro a européanisé le modèle dominant d'un budget étatique équilibré. En fait, une telle politique ne tombe pas du ciel, mais elle n'est pas non plus la conséquence logique de la dynamique d'accumulation. Un projet politique comprend différentes forces sociales et politiques qui ne poursuivent pas nécessairement le même but. Pour autant, dans une constellation historique donnée, les activités de ces forces ont pour résultat d'aller dans un sens commun. Cela fut le cas avec l'euro et le modèle du budget équilibré. Le Canada veut aussi désormais ancrer ce principe dans la loi. Et le président Obama, à la suite de la polémique sur le budget, a demandé aux Républicains de faire cause commune avec lui et, malgré les différences politiques, d'assurer le projet d'un budget équilibré.

## **Mais est-ce que cet endettement continu des États n'est pas la tendance prédominante des dernières décennies et qui s'est poursuivie durant la crise ?**

Oui, c'est vrai. Mais un « régime d'austérité » et un endettement étatique fort ne sont pas nécessairement une contradiction, ils sont plutôt les deux faces d'une même médaille. L'idée d'utiliser la peur des conséquences d'un endettement public pour mettre en place une politique d'austérité n'est pas seulement une recette pratiquée par la classe politique allemande, elle était déjà le fait de Ronald Reagan. Son directeur de l'Office of Management, David Stockman, a élaboré le concept du « déficit stratégique ». Sous ce terme, il comprenait une dette publique utile rendant plausible la nécessité de limiter les dépenses. Un tel déficit est atteint par la baisse des impôts sur la fortune, sur les hauts revenus et les grandes industries. Un phénomène similaire est visible au Royaume-Uni, deuxième pays qui joue un rôle d'avant-garde dans la mise en place des politiques néo-libérales. Le conseiller économique principal de Margaret Thatcher, Alan Budd, a déclaré au journal *Observer* au début des années 1990 : « *la politique des années 80, à savoir lutter contre l'inflation en faisant pression sur l'économie et par des coupes dans les dépenses publiques, fut un*

*prétexte pour sanctionner les travailleurs. »*

**Les gouvernements promettent que les dettes publiques seront remboursées par les impôts à venir. Est-ce que chaque gouvernement n'arrive pas au point où il faut reconnaître que cette promesse est irréaliste ? Est-ce que la politique d'austérité n'est pas la conséquence logique de la nécessité de résoudre les crises par la dévaluation ?**

Le Ministre des Finances Wolfgang Schäuble a été questionné en marge de la conférence du comité monétaire et financier international, en octobre, sur l'échéance à laquelle l'Allemagne remboursera sa dette. Il a fait la réponse suivante : « *Serons nous un jour sans dettes ? Je l'espère jamais.* » Ce qui est décisif est la réduction de la dette par rapport à la performance économique. Cette affirmation montre qu'une dette publique croissante n'est pas un problème aussi longtemps que les créanciers sont payés par les recettes des impôts du fait de la croissance économique et qu'ils croient pouvoir revendre leurs actions. Si, en plus, un pays peut régler ses anciennes dettes par la création de nouvelles, il n'y a théoriquement pas de limites à l'endettement. Beaucoup de personnes critiques à l'égard du capitalisme voudraient bien abstraitement fixer une telle limite. Cela n'est pas possible.

**L'endettement est-il alors un jeu sans limites ?**

Non. D'abord il faut se demander qui payera pour les intérêts et cela est clairement une question de classe. La charge que représentent les impôts a été déplacée durant les dernières décennies sur les salarié.e.s. Les intérêts sont allés, quant à eux, dans la poche des actionnaires. Et bien sûr le développement du capitalisme passe par des crises, ce qui produit des dévaluations périodiques du capital productif comme du capital fictif comprenant les actions et les obligations d'État. Mais une faillite de l'Etat peut également entraîner une modernisation. Ceci fut le cas en 2001 en Argentine. Après quelques années, le pays a volontairement recommencé à payer sa dette. Comme la Russie, après la chute de l'URSS, a recommencé à payer les emprunts suspendus en 1917. Une seule raison à cela : la dette héritée. Si un pays ou une ville a été une fois en faillite, ces collectivités sont obligées de payer des intérêts plus forts en raison de leur malus de risque. C'est le cas pour New York.

**Vu les craintes à propos de la compétitivité à long terme et de la solvabilité, il serait possible de dire d'une manière provocante, que le gouvernement Merkel correspond au « capitaliste collectif idéal » de l'UE et plus particulièrement de l'espace monétaire de l'Euro.**

Non. Cela impliquerait d'une part, que la politique d'austérité est la seule possibilité envisageable pour assainir le capitalisme européen, d'autre part, que l'Etat allemand s'est fait le porte-parole des intérêts capitalistes de tous les pays européens. Cela est certes partiellement vrai. Le fait que l'Allemagne donne le la est, entre autre, dû à des décisions européennes de plus en plus prises par le conseil de l'UE. Autrement dit, par une instance dans laquelle c'est la puissance des différents Etats qui est décisive.

La commission s'est vu retirer son pouvoir et le Parlement n'a jamais eu un grand rôle. Par ailleurs, l'Allemagne, pousse, depuis la fin des années 1980, à ce que l'endettement des autres Etats membres puisse être limité et contrôlé. La domination économique de l'Allemagne est devenue politique dans le cadre de l'intégration monétaire. La Banque Centrale Européenne (BCE) et l'euro sont construits selon des conceptions allemandes.

Si quelqu'un est dans ce moment, le capitaliste collectif idéal, c'est bien la BCE. Seule la BCE est capable d'imposer une politique contre tous les Etats européens. Dans un certain sens, cela est vrai

aussi pour l'Allemagne. Par exemple, lors des achats d'obligations que la Banque Fédérale Allemande ne voulait pas, mais qu'elle s'est vue imposer, même si avec des conditions très strictes, qui ont renforcé la politique d'austérité. Ainsi ces obligations ne sont achetées que par les pays qui se sont soumis au pacte fiscal.

**Dans votre livre, vous discutez des différences entre le keynésianisme français et l'« ordolibéralisme » allemand. Est-ce qu'une Europe dominée par la France serait une alternative aux politiques d'austérité ? Ou est-ce que ces schémas idéologiques, sont dénués de sens face aux intérêts réels ?**

Je ne parlerai pas d'un keynésianisme français, mais plutôt d'une variation du développement néolibéral – pour le moins à partir de 1983. Les caractéristiques culturelles des pays sont toujours existantes, mais en ce qui concerne les politiques monétaires, elles ont été rabotées dans les dernières années. Elles ne sont pour autant pas sans signification, mais c'est la France et non pas l'Allemagne, qui a à la fois plaidé pour un budget d'Etat équilibré, mais aussi pour une limitation zéro au lieu de trois pour-cent de marge. La France a espéré lier économiquement l'Allemagne par l'Euro. Pour cela il a fallu accepter l'Euro selon les conditions posées par l'Allemagne. La politique du président de la BCE, Mario Draghi, montre bien que c'est avant tout un stéréotype raciste de penser que les politiciens de l'Europe du Sud ont des perspectives plus souples sur les politiques monétaires.

Au départ, la réponse à la crise – programmes de stabilisation et politiques monétaires souples de la part des banques centrales – était très empreinte de keynésianisme. Malgré cet échec patent, pour beaucoup de gens de gauche, la lutte pour un nouveau keynésianisme et contre la politique d'austérité n'est pas seulement l'espoir de meilleures conditions de vie, mais aussi une perspective de stabilisation du capitalisme.

**Qu'en pensez-vous ?**

Même si je n'ai rien, bien au contraire, contre des salaires et des prestations sociales plus élevés, cela amène quelque chose de bizarre, comme si la gauche voulait par ces moyens sauver le capitalisme. Si l'on regarde l'émergence du keynésianisme aux USA après la crise de 1929, on note une période de luttes de classes importante et d'auto-organisation des salariés ainsi que des chômeurs. Dans le même temps se déroule ce que Johannes Agnoli appelle une stratégie institutionnelle : intégrer et contrôler les forces subversives. La lutte de classe devient un partenariat social.

Mais bien sûr, pour les économistes néo-classiques, les salaires sont avant tout des coûts pour les entreprises, les prestations sociales des dépenses d'Etat improductives et des impôts élevés constituent un frein à l'initiative privée. Pour les économistes keynésiens les salaires et les prestations sociales sont également des éléments d'une demande sociale. C'est pour cela que les syndicats, mais aussi les sociaux-démocrates – dont le parti « die Linke » fait partie, trouvent cela super. Avec Keynes, ils peuvent concilier un Etat social avec « une raisonnable économie ». Sabine Nuss a introduit pour cela la notion du « capitalisme mode d'emploi ».

Mais on peut proposer ici deux conclusions rapides. D'abord le keynésianisme n'est pas forcément de gauche. Ce type de politique ne veut pas dépasser le capitalisme. Il n'y aura de bonnes conditions de vie qu'à partir du moment où le capitalisme sera un chapitre dans les livres d'histoire. Deuxièmement, une politique keynésienne ne s'impose pas forcément du fait de son caractère raisonnable – forme de conception bourgeoise des changements sociaux. La politique qui s'impose finalement est un résultat des conditions économiques et des luttes sociales.

---

**P.-S.**

\* 19/02/2014 - 23:19 :

<http://www.contretemps.eu/interviews/keynésianisme-nest-pas-forcément-gauche-entretien-ingo-stützle>

\* Traduits par Aurélie Audavel et Jan Woerlein.

\* Nos [Contretemps] contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.